

## Et l'Iran devint Chiïite

Etat et religion sont étroitement mêlés en Iran, qui est devenu République islamique. A la base de ce régime politique unique dans le monde, un particularisme religieux – le chiïisme – qui est essentiel pour comprendre la force du patriotisme dans ce pays. Mais le chiïisme n'est-il pas aussi facteur d'isolement auprès des autres pays musulmans ?

Des problèmes sociaux et politiques semblables se posent en Iran et dans la plupart des pays musulmans : autoritarisme, dépendance, forte croissance démographique et crise d'identité face à la pénétration de la modernité et de l'occident. Alors que des régimes faibles et moins favorisés en ressources naturelles ont résisté au bouleversement consécutif aux deux guerres mondiales, c'est dans l'empire tranquille et prospère du Shâh, que l'explosion révolutionnaire a mis au pouvoir – pour la première fois – des militants islamistes radicaux. Bien que l'on ne puisse pas expliquer de manière satisfaisante les hasards qui ont permis ce brusque changement en Iran, on peut chercher à en comprendre certaines causes.

L'islam est devenu partie intégrante de l'identité iranienne, tôt après la conquête de l'Empire sassanide par les Arabes, et la langue arabe a joué en Iran jusqu'à nos jours, le même rôle que le latin dans la chrétienté occidentale, pour la diffusion du savoir et de la pensée.

Cependant le persan moderne, désormais écrit avec l'alphabet arabe et enrichi d'emprunts sémitiques, développait depuis le 10<sup>ème</sup> siècle de notre ère une très riche littérature.

La culture iranienne, qui héritait de symboles zoroastriens transformés par le monothéisme de l'islam, allait permettre l'éclosion de penseurs originaux et profonds : savants, philosophes, mystiques et poètes qui imprègnent encore aujourd'hui l'âme iranienne et qui ont illustré la civilisation islamique. On peut citer ici : Avicenne, Rhazès, Biruni ou Khayyâm parmi les savants ; Sohrawardi, Jalâoddin Rumi, Hâfez parmi les mystiques. Ainsi, l'Iran n'a pas été un réceptacle passif de l'Islam, mais un centre créateur et rayonnant s'identifiant totalement à la nouvelle religion.

Contrairement à l'idée reçue, le chiïisme n'est pas une variante iranienne de l'islam, même si des communautés iraniennes se sont, dès les premiers siècles attachés à cette variante légitimiste de l'Islam, respectant dans la famille de Muhammed les légitimes héritiers de son pouvoir prophétique. C'est seulement en 1501 que le chiïisme fut imposé comme religion officielle en Iran, lorsque Shâh Esmâ'il fonda l'Empire Safavide à Tabriz. Désormais, face à l'Empire ottoman qui, en revendiquant pour les sultans le titre de Calife (successeur du Prophète) représente la légitimité sunnite, l'Iran revendique la légitimité chiïite, mais s'est culturellement coupé à l'ouest des Arabes et des Turcs et à l'est des Afghans et des Indiens. A Ispahan, brillante capitale des Safavides, se constitue un amalgame entre l'Iran et le chiïisme : c'est le seul endroit où le chiïisme peut s'exprimer ouvertement et souverainement et, à ce titre, c'est là que viennent se réfugier et étudier quelques " Ulémas " de Syrie, Mésopotamie ou de Bahreyn.

Alors que les Safavides, en se prétendant descendants des Imâms, revendiquaient la légitimité charismatique et exerçaient un pouvoir spirituel sur leurs sujets, ils durent composer avec une sorte de contre-pouvoir religieux qui leur disputait la priorité symbolique de l'autorité. Ce contre-pouvoir qu'Arjomand (un des spécialistes contemporains du sujet) appelle une " hiérocrairie " se fonde sur l'absence du souverain absolu du monde, le Douzième Imâm : ce sont les Ulémas, catégorie sociale autonome, hiérarchisée, protégée par le pouvoir civil et jalouse de ses prérogatives. Sans son assentiment, le souverain perd sa légitimité.

### Etat laïc, un rêve impossible

L'équilibre délicat entre l'autorité religieuse et le pouvoir civil fut la source de conflits plus ouverts lorsque, avec la venue au pouvoir des Quâjâr (1779-1925), dynastie dépourvue d'autorité charismatique, le processus de légitimation devenait plus fragile. Alors que la

monarchie était obligée de composer avec la pression militaire et économique des Russes et des Anglais, les Ulémas eurent l'occasion au 19<sup>e</sup> siècle, de défier ces décisions et de lui rappeler leur fonction incontournable, à la fois comme défenseurs de l'islam et protecteurs du peuple contre le danger représenté par les nations chrétiennes.

Outre sa légitimation spirituelle comme interprète de la loi au nom de l'Imâm absent, la force du clergé chiïte lui venait de sa situation sociale particulière. En effet, depuis le 18<sup>e</sup> siècle, les lieux de pèlerinage chiïtes en Irak (dans l'Empire ottoman) étaient devenus les centres d'études théologiques où résidaient les clercs de plus haut rang. Tout Mollâ iranien qui voulait atteindre un niveau élevé devait passer quelques années auprès des maîtres de Najaf ou de Karbalâ.

L'extraterritorialité de l'autorité religieuse était devenue plus aisée encore depuis que, dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, le télégraphe permettait de communiquer rapidement avec un théologien pour le consulter à distance sur une décision. Ajoutons que, contrairement à leurs homologues sunnites qui dépendent financièrement de l'Etat, les Ulémas chiïtes perçoivent directement des fidèles, au nom de l'Imâm absent, les taxes islamiques qui leur servent à gérer les œuvres caritatives et les écoles théologiques. Le clergé iranien jouit en conséquence d'une remarquable indépendance politique.

Un exemple de cette indépendance est le rôle joué par le clergé entre 1890-91 dans la mobilisation contre la concession du monopole des tabacs produits en Iran, vendue par Nâseroddin Shâh à un citoyen britannique, Talbot. Un décret religieux interdisant l'usage du tabac en signe de protestation fut suivi par un boycottage quasi total et le retrait de la concession, donc le recul du pouvoir royal. L'affaire des tabacs fut le prélude à une plus large mobilisation qui aboutit en 1906 à une révolution constitutionnaliste.

Dans ce mouvement dirigé contre l'absolutisme royal, des forces convergentes rivalisèrent : une tendance sociale-démocrate animée par des intellectuels nationalistes hostiles au clergé ; une tendance religieuse animée par des mollâs désireux de confirmer leur emprise sur la population en dirigeant le combat contre la monarchie impopulaire des Qâjârs ; une force religieuse plus rigoureuse, qui cherchait la stricte application de la loi de l'islam.

Après les premières victoires contre l'absolutisme royal et l'obtention d'une Constitution, les dissensions se firent jour dans le clergé. La tendance intégriste, dirigée par un théologien de haut rang, le Cheikh Fazlallâh Nouri, demandait que l'autorité religieuse puisse contrôler la conformité à l'islam de toutes les décisions prises par le Parlement. Bien qu'on ait partiellement accédé à sa demande en prévoyant dans la Constitution un aréopage de cinq théologiens possédant un droit de veto sur les lois, Nouri fit alliance avec Mohammad-Ali Shâh qui, à la faveur d'un coup d'Etat, annula la Constitution. Après un an d'efforts, les constitutionnalistes réussirent à rassembler des armées venues des provinces et à reprendre le pouvoir à Téhéran, le 14 juillet 1909. Ils firent exécuter Nouri sur la place publique, rendant désormais difficile la collaboration entre le clergé et les réformistes laïcs. Le régime constitutionnel ne dura pas. En 1911, les Russes le suspendent et occupent le nord de l'Iran, prélude aux mouvements de troupes russes, ottomanes et anglaises qui allaient dévaster de grandes parties du pays, et notamment l'Azerbaïdjan, pendant la première guerre mondiale.

En 1918, l'Iran dont la neutralité avait été bafouée de mille manières est exsangue, déchirée par des révoltes provinciales et le brigandage, en état de faillite budgétaire, dirigée par une élite corrompue et inefficace. Un accord signé par le gouvernement et les Anglais en 1919, établit un quasi protectorat britannique sur l'Iran, mais sera vigoureusement rejeté par une campagne nationaliste.

C'est un coup d'Etat organisé par un officier cosaque iranien, Rezâ Khân (plus tard Rezâ Pahlavi, Rezâ Shâh) et un journaliste anglophile, Seyyed Ziyâ, qui réussit à imposer des réformes allant dans le même sens que l'accord de 1919 : restauration de l'ordre dans les provinces, convocation du Parlement, création d'une armée nationale, reprise économique et stabilité politique. Rezâ Khân s'inspire parfois des mesures prises en Turquie par Mustapha

Kemal : il cherche même à instaurer une république. Devant la résistance des religieux, il en vient finalement à renverser la dynastie Qâjâr et à se faire proclamer Shâh.

Une des caractéristiques de la monarchie Pahlavi (1925-1979) est la volonté de moderniser l'Iran pour en faire un grand pays industriel européenisé. Pour briser les résistances au progrès, les Pahlavi ont cherché à anéantir le pouvoir des tribus nomades qui contrôlaient les régions montagneuses au centre du pays. Ils ont également combattu le pouvoir clérical, et cherché à imposer des réformes ressenties comme anti-islamiques, par exemple le dévoilement des femmes, une certaine laïcité et de nombreuses mesures symboliques qui tendaient à ôter à l'islam sa suprématie culturelle, comme la suppression à l'Hégire dans le calendrier.

Une résistance parfois violente s'est manifestée, sans pouvoir prendre des formes organisées avant la fin de Rezâ Shâh (1941). Avant cette date, le pouvoir clérical se restructure en Iran dans la ville de Qom, qui devient le premier centre d'enseignement théologique après le déclin de l'Irak, passé sous domination anglaise.

Au sein du clergé se dessinent même des tendances réformistes, visant à alléger l'islam des superstitions qui l'empêchent d'affronter le défi du monde moderne. L'Iran fut entièrement occupé par les Soviétiques et les Anglais en 1941, pour prévenir l'arrivée des troupes nazies par le Caucase et ravitailler les troupes russes depuis le Golfe Persique. Il fallut plusieurs années au jeune Mohammad-Rezâ Pahlavi, qui monta sur le trône après l'abdication de son père, pour imposer son autorité.

Outre la difficulté de faire partir les Soviétiques d'Azerbaïdjan iranien (où ils avaient créé une république autonome) en 1946, le jeune souverain avait affaire à des mouvements organisés. Le parti Toudé (communiste) avait profité de l'aide de l'URSS et du mécontentement social pour devenir une force politique majeure jusqu'au début des années 1950. Un groupement religieux radical et marginal, les Fedâ'iyân-e eslâm organisait, entre 1946 et 1953, des attentats politiques incluant celui du ministre de la Cour et du Premier ministre (Général Razmâra, 1950).

#### La prise des otages : victoire de la tendance dure

A la même époque, une fédération des partis nationalistes, le Front national, menait au Parlement une vigoureuse campagne pour la nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Compagny : le pétrole, dont l'importance stratégique avait été prouvée dès 1914, était devenu une source de revenus primordiale pour l'Iran, et les nationalistes refusaient l'idée que les Anglais en tirent plus de profit que leur propre pays.

La bataille de la nationalisation, dirigée par un aristocrate libéral, Mohammed Mosaddeg, rassembla d'abord une unanimité très large dans la population, qui eut à faire au boycottage du pétrole iranien pour toutes les compagnies internationales. Affaibli par la dissidence d'une fraction religieuse du Front national conduite par l'âyatollâh Kâshâni, qui lui reprochait de vouloir confisquer le pouvoir, Mosaddeg fut finalement victime d'un coup d'Etat organisé par les américains en août 1953.

Revenu sur le trône, Mohammad-Rezâ Shâh consolida son pouvoir, organisa une police politique efficace, la SAVAK, et chercha à moderniser le pays en lançant une " révolution blanche " qui comprenait notamment une réforme agraire. Mais l'opposition se manifesta dès le début des années 1960. Désormais, le Front national mosaddegiste (libéral) rivalisait avec une nouvelle gauche militante, adepte de la guérilla et un mouvement religieux coiffé par le clergé. Une révolte de grande ampleur animée par l'âyatollâh Khomeyni fut réprimée en juin 1963, et Khomeyni finit par être exilé en octobre 1964 : depuis l'Irak, il continua sans relâche sa lutte contre le régime impérial, en se servant du clergé qui lui était favorable en Iran.

Sa doctrine politique, basée sur la conviction que le clergé doit guider les affaires publiques, fut élaborée pendant cette période d'exil. Parallèlement, d'autres tendances se

manifestaient. L'aile religieuse du Front national, avec l'ingénieur Mahdi Bâzargân et l'âyatollâh Pâlegâni, fondaient le mouvement pour la Liberté de l'Iran ; ces musulmans libéraux allaient jouer un rôle décisif dans la première phase de la révolution, pour assurer la transition et rassembler les nationalistes autour de Khomeyni. Un groupe plus radical, les Mojâhedin du peuple, mena des actions marginales de guérilla, se développant à l'échelle d'un grand mouvement après la chute de l'ancien régime. Les Mojâhedin, dont l'inspiration marxiste déplaisait au clergé, furent l'objet d'une rare répression sous la République islamique, notamment après juin 1981 lorsqu'ils appelèrent sans succès à la lutte armée contre Khomeyni.

Leur base sociale trop ténue n'a pu empêcher leur quasi anéantissement. Le progressisme islamique de Ali Shari'ati, jeune universitaire formé en France et devenu vers 1970 un des principaux idéologues de la jeunesse étudiante iranienne, a joué un rôle majeur dans la mobilisation révolutionnaire. Inspiré par un islam militant et décléricalisé, Shari'ati invitait ses auditeurs à trouver dans l'islam un esprit insurrectionnel épris de justice sociale, d'indépendance et de liberté. Il est mort en 1977 ; mais ses écrits furent largement diffusés dans la révolution, jusqu'à ce que le durcissement clérical du nouveau régime interdise la reproduction des textes les plus virulents. L'insurrection qui renversa le régime impérial, le 11 février 1979, était soutenue par un mouvement national unanime.

Le gouvernement de Bâzargân, mis en place par Khomeyni avant même la victoire, ne remit pas en cause les liens privilégiés à l'occident, notamment aux Américains. Les libertés étaient provisoirement rétablies. Une assemblée d'experts (Constituante) élaborait une Constitution, où les principes démocratiques (Parlement, suffrage universel) et les garanties contre tout retour à l'absolutisme voisinaient avec la prééminence donnée au clergé pour conduire et diriger les affaires politiques.

La ligne révolutionnaire l'emporta définitivement le 5 novembre 1979, lorsque des étudiants islamistes prirent d'assaut l'ambassade américaine, pour protester contre l'accueil du Shâh aux Etats-Unis. Ils gardèrent les diplomates en otages pendant plus d'un an et demi, et publièrent les documents montrant l'ingérence américaine dans les affaires intérieures de l'Iran. La tendance libérale de la révolution Islamique alla désormais en s'affaiblissant : Si Bani-Sadr fut élu président de la République en janvier 1980, il fut destitué par la tendance cléricale dure en juin 1981.

Plus encore que la prise des otages américains, la guerre avec l'Irak devait décider du sort de la Révolution islamique iranienne ; alors que Saddam Houssein espérait précipiter la chute du régime Khomeyniste en envahissant la province iranienne du Khouzistan, il lui donna au contraire l'occasion d'affirmer sa légitimité patriotique en mobilisant un grand nombre de volontaires. Les victoires iraniennes, à partir du printemps 1982, découragèrent ceux qui espéraient l'effondrement du régime et effrayèrent jusqu'aux grandes puissances qui craignaient que, si l'Iran sortait vainqueur du conflit, il contribue à la déstabilisation des régimes de la région dont les liens avec l'occident pourraient alors être remis en question.

Unique dans une région où elle menace encore de faire tache d'huile, la Révolution islamique iranienne est issue d'une situation originale où les clercs, écartés du pouvoir par la laïcisation des institutions, n'avaient pas renoncé pour autant à revendiquer leur place privilégiée comme bailleurs de légitimité. L'Iran, coupé du reste du monde musulman par son brusque passage au chi'isme au 16<sup>e</sup> siècle, cherche à trouver la place centrale qui lui revient dans les pays musulmans.